

Parking Clé-de-Rive: les élus donnent leur feu vert à la zone piétonne

Ville de Genève Le Conseil Municipal a donné son feu vert au projet Clé-de-Rive. La gauche annonce un référendum.



Le projet prévoit de rendre 33 000 mètres carrés aux piétons.

Image: DR

Le destin de l'hypercentre et l'un des plus gros projets de la législature. C'est ce qui s'est joué mardi et mercredi soir au Conseil municipal de la Ville de Genève: après dix-huit auditions en commission, des débats enflammés opposant gauche et droite, la piétonnisation du quartier de Rive et la construction d'un parking souterrain ont été acceptés par 41 oui, une abstention et 33 non. Référendum en vue.

Accepté en commission par la droite élargie majoritaire, le projet est débattu depuis une dizaine d'années. Il prévoit la piétonnisation de 33 000 m² dans le quartier de Rive. Un secteur comprenant la rue Pierre-Fatio et plusieurs artères attenantes, du quai Gustave-Ador à la rue Ferdinand-Hodler et du boulevard Helvétique à la rue d'Italie. Cette dernière accueillera le pôle de transports publics actuel, le second en termes d'importance en ville.

Lire également l'éditorial: «Le centre-ville du futur se dessine»

Pour compenser la perte de places de stationnement en surface, comme le prévoit la réglementation cantonale (qui pourrait bientôt être réformée en cas d'échec du référendum en cours), le projet est lié à la construction d'un parking. Celui-ci

Par Chloé Dethurens 13.11.2019

Sondage

Êtes-vous favorables au projet de parking à Clé-de-Rive, combiné à une piétonnisation du quartier en surface?

- Oui
- Non
- Je n'ai pas d'avis

Voter

Articles en relation

La guerre contre le parking Clé-de-Rive est déclarée

Ville de Genève La gauche prévient qu'elle lancera un référendum si le projet est accepté par le Municipal. Le sujet prédominera les élections 2020. [Plus...](#)

ABO+ Par Théo Allegrezza 04.09.2019

comptera 498 places voitures (dont 100 réservées aux habitants) et 388 places deux-roues. Pour l'Exécutif à majorité de gauche, ce projet «est la seule opportunité pour créer une réelle zone piétonne, insiste Rémy Pagani, magistrat chargé de l'Aménagement. Mais sans autorisation pour le parking, elle ne verra pas le jour.»

Au Municipal, le ton est vite monté, virant en un affrontement gauche-droite qui s'est poursuivi lors d'un troisième débat. Les défenseurs de ce projet à 34 millions de francs (le parking étant financé par des privés) mettent en avant les trois hectares rendus aux piétons. «Il fluidifiera le trafic puisqu'il libérera l'espace public des voitures. Le quartier cessera d'être un lieu sinistré d'où il faut s'échapper», affirme Pierre de Boccard, élu PLR. L'importante activité économique du quartier est aussi rappelée par la voix du MCG Daniel Sormanni: «Ce parking est un compromis raisonnable.»

«Le message de ce projet, c'est chacun sa voiture, chacun sa place»

Le concept, en revanche, fait bondir la gauche, qui brandit le récent décret de l'urgence climatique en Ville de Genève. La construction du parking, qualifié «d'aspirateur à voitures», est âprement combattue. Les partis craignent que celui-ci induise une congestion encore plus intense des rues adjacentes et une raréfaction des places bleues pour les habitants, notamment aux Eaux-Vives. «Le message de ce projet, c'est chacun sa voiture, chacun sa place», déplore Albane Schlechten, socialiste.

Ces opposants mettent aussi en avant la vacuité de certains parkings actuels ou encore la construction de nouvelles infrastructures de stationnement autour des gares CEVA. Selon eux, la loi pour une mobilité cohérente et équilibrée (LMCE), en vigueur depuis 2016, permettrait de limiter le nombre de places compensées dans ce projet, mais n'est pas appliquée. Ils craignent par ailleurs que la décision soit un précédent: «Est-ce qu'à chaque piétonnisation, un promoteur surgira avec son parking?» s'inquiète la Verte Delphine Wuest.

Référendum déjà annoncé par l'Alternative

La gauche estime aussi que la zone piétonne – hormis Pierre-Fatio – n'en sera pas vraiment une. «Il faudra faire avec les sorties de parkings, les TPG, les ayants droit, les livraisons, dans un secteur qui compte plusieurs écoles. Demandez seulement aux enfants qui vont à pied à l'école Ferdinand-Hodler ce qu'ils en pensent», poursuit Delphine Wuest, relatant les inquiétudes des associations d'habitants. «Les auditionnés ont avoué que les aspects techniques du projet sont inquiétants!» Le devenir des arbres en place et les nuisances des travaux sont aussi invoqués.

La droite élargie a de nouveau fait pencher la balance. La gauche a annoncé le lancement d'un référendum et d'une initiative pour une zone piétonne sans parking.

Créé: 13.11.2019, 22h47

Votre avis

Avez-vous apprécié cet article?

Oui

Non